

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-futur-president-bolivien-Evo-Morales-appelle-Washington-a-passer-un-accord-contre-le-trafic-de-droque>

Le futur président bolivien Evo Morales appelle Washington à passer un accord contre le trafic de drogue

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 21 décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[AIN](#). La Havane, 21 décembre 2005

Le leader amérindien Evo Morales, vainqueur de la dernière élection présidentielle bolivienne, a exhorté les Etats-Unis à respecter la volonté du peuple bolivien exprimée dans les urnes et il a annoncé la fin de « la diplomatie de la soumission ».

Au cours d'une longue conférence de presse à La Paz, le leader du Mouvement vers le Socialisme (MAS, sigles en espagnol), a rappelé qu'il est essentiel de faire la distinction entre les paysans qui cultivent la feuille de coca à des fins totalement étrangères au trafic de drogue et l'activité des délinquants qui se consacrent à la fabrication de la cocaïne et au trafic de cette drogue.

Evo Morales a également appelé Washington à accepter un pacte contre le trafic de drogue qui ne porte pas préjudice à la souveraineté bolivienne.

Le futur président bolivien a estimé que c'est l'amalgame abusive entre la cocaïne et la feuille de coca qui a donné lieu à l'inclusion de cette dernière dans la liste des substances interdites des Nations unies et il a rappelé que la feuille de coca est un ingrédient essentiel du Coca Cola, la boisson rafraîchissante états-unienne.

Interrogé au sujet des déclarations de la chef de la diplomatie états-unienne, Condoleezza Rice, qui a mis en cause la vocation démocratique du futur gouvernement d'Evo Morales, le leader amérindien a souligné que Washington doit respecter la volonté souveraine des Boliviens.

Il a souligné ensuite que la culture amérindienne bolivienne est une culture de dialogue et que si les Etats-Unis choisissent la diplomatie son gouvernement acceptera le dialogue.

« Mais, nous n'accepterons pas la diplomatie de la soumission », a-t-il relevé avant d'insister encore sur son décision de défendre, en tant que président, la souveraineté de la Bolivie et sa souveraineté.

Sur le plan économique, Evo Morales a exprimé son intention de nationaliser les ressources naturelles boliviennes et d'annuler les dispositions de ses prédécesseurs qui avaient rendu possible la mainmise des transnationales sur le patrimoine de la nation.